

M. Valls dénonce « la montée des violences à l'égard des musulmans de France »

Le ministre de l'intérieur participait à la rupture du jeûne, mercredi, à la Mosquée de Paris

Comme souvent lorsqu'il s'adresse à la communauté musulmane, le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, a soufflé le chaud et le froid. Lors de la rupture du jeûne qu'il a partagée, mercredi 17 juillet, à la Mosquée de Paris avec les représentants du Conseil français du culte musulman (CFCM), le ministre chargé des relations avec les cultes a fait part de « l'affection » et du « respect » du gouvernement pour la communauté musulmane et dénoncé « la montée des violences à l'égard des musulmans de France ».

Insistant longuement sur « la compatibilité de l'islam avec la République », il a toutefois mis en garde contre les « fondamentalistes ». Puis, sur un tout autre registre, M. Valls ne s'est pas privé de lancer quelques piques aux représentants officiels de l'islam, englués dans une crise de légitimité d'une intensité rarement atteinte depuis la création du CFCM en 2003.

Alors que se sont multipliées, ces dernières semaines, les agressions à l'encontre de femmes voilées, le gouvernement semble vouloir prendre la mesure de ces actes. Devant Dalil Boubakeur, le président du CFCM récemment réélu, le ministre a jugé ces actes « inacceptables ».

Etablissant un parallèle avec les actes antisémites, il a assuré : « Ceux qui s'en prennent à un musulman parce qu'il est musulman s'en prennent à nos institutions. C'est inadmissible ! Ces actes seront combattus continuellement avec la plus grande fermeté. » Quelques heures plus tôt, le président de la République avait tenu le même langage à M. Boubakeur.

Un discours apprécié par Abdallah Zekri, président de l'Observatoire contre l'islamophobie, qui demande désormais des « arrestations et des peines exemplaires » à l'encontre des agresseurs. Le parquet de Reims a indiqué mardi examiner trois plaintes de femmes voilées. Deux hommes ont récemment été condamnés à deux mois



Manuel Valls et Dalil Boubakeur, président du CFCM (à sa gauche), le 17 juillet. P. STERC/RESERVOIR PROD

de prison pour l'agression d'une femme voilée en région parisienne. En juin, M. Valls, après quelques jours d'attentisme prudent, avait reçu une femme voilée agressée à Argenteuil (Val-d'Oise).

« Construire l'apaisement »

Nombre de musulmans regrettent toutefois que ce combat ne soit pas conçu comme une « cause nationale », à l'instar de ce qu'avait déclaré en novembre M. Hollande pour la lutte contre les actes antisémites. Et si le porte-parole du Collectif contre l'islamophobie « salue la prise en compte de ce phénomène au plus haut niveau de l'Etat », il continue de demander « une meilleure prise en compte des plaintes des femmes dans les commissariats et un réel état des lieux ».

Tout en dénonçant « l'extrême droite » qui prend pour « cible l'immigré ou le musulman », M. Valls a récusé que ces tensions aient été attisées par des débats récents sur l'islam. Dans une allusion à la loi

interdisant le voile intégral, il a insisté : « N'ayons pas peur des lois que nous votons ; elles sont faites pour construire l'apaisement. »

Il a en revanche dénoncé « ceux qui voudraient faire de la France un terrain de conquête ; qui voudraient, au nom d'une croyance, imposer d'autres lois que la loi de tous », invitant « l'islam à puiser en lui-même la force de combattre les individus ou les groupes qui lui font mal ». M. Boubakeur, promoteur d'un CFCM « d'ouverture et d'apaisement », a abondé dans le sens des demandes ministérielles. « A notre droit imprescriptible à pratiquer le culte, doit répondre notre devoir d'en rejeter toute dérive fanatique ou contraire à la loi », a affirmé le président du CFCM, dont la parole sur le terrain est jugée peu crédible.

Car, au-delà de la confusion qui a marqué les élections du CFCM, en juin, le cafouillage sur la date du début du ramadan a fini de décrédibiliser cette instance. Annoncée pour le 9 juillet par l'ancien prési-

dent du CFCM, validée par M. Boubakeur, elle a finalement été fixée au 10 par le nouveau président.

Conscient et inquiet du manque de crédibilité du CFCM, M. Valls a souligné l'importance pour « une instance représentative légitime de parler d'une même voix ». « Il n'est pas anormal que des désaccords apparaissent au sein d'une organisation qui porte en elle la diversité. Le véritable enjeu est de parvenir à les accepter et à les gérer. »

Alors que le ministère de l'intérieur s'est désengagé de l'organisation du CFCM, M. Boubakeur a de son côté « sollicité l'aide bienveillante » du gouvernement pour « lutter contre les malentendus entre musulmans aux origines variées ». Remettant de vieux dossiers sur la table, il a aussi demandé un appui pour « former les cadres religieux et pour le financement du culte » grâce à la Fondation pour les œuvres de l'islam, en sommeil depuis des années. ■

STÉPHANIE LE BARS